



États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités

Rogers Communications Inc.

Trimestres et semestres clos les 30 juin 2012 et 2011

Rogers Communications Inc.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat non audités

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Produits opérationnels	3 106 \$	3 097 \$	6 049 \$	6 060 \$
Charges opérationnelles				
Coûts opérationnels (note 4)	1 818	1 905	3 673	3 709
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition (note 7)	33	17	75	21
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	466	444	929	862
Bénéfice opérationnel	789	731	1 372	1 468
Charges financières (note 5)	(159)	(166)	(319)	(434)
Autres produits, montant net	4	5	9	7
Quote-part du bénéfice des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	3	–	6	3
Bénéfice des activités poursuivies avant impôt sur le résultat	637	570	1 068	1 044
Charge d'impôt sur le résultat				
Exigible	144	135	248	284
Différé	80	22	83	2
	224	157	331	286
Bénéfice net des activités poursuivies pour la période	413	413	737	758
Perte découlant des activités abandonnées, après impôt (note 6)	(13)	(3)	(32)	(13)
Bénéfice net	400 \$	410 \$	705 \$	745 \$
Bénéfice de base par action (note 8)				
Bénéfice par action des activités poursuivies	0,79 \$	0,76 \$	1,41 \$	1,38 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	(0,02)	(0,01)	(0,06)	(0,03)
Bénéfice par action	0,77 \$	0,75 \$	1,35 \$	1,35 \$
Bénéfice dilué par action (note 8)				
Bénéfice par action des activités poursuivies	0,77 \$	0,75 \$	1,38 \$	1,37 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	(0,02)	(0,01)	(0,06)	(0,03)
Bénéfice par action	0,75 \$	0,74 \$	1,32 \$	1,34 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global non audités

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice net pour la période	400 \$	410 \$	705 \$	745 \$
Autres éléments du résultat global				
Régimes de retraite à prestations définies				
Perte actuarielle	–	(10)	–	(10)
Recouvrement d'impôt sur le résultat connexe	–	2	–	2
	–	(8)	–	(8)
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente				
Augmentation (diminution) de la juste valeur	(114)	14	(65)	79
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	15	(2)	9	(10)
	(99)	12	(56)	69
Instruments dérivés utilisés comme couverture de flux de trésorerie				
Variation de la juste valeur des instruments dérivés				
	82	(49)	19	(180)
Reclassement dans le bénéfice net découlant du règlement de swaps				
	–	–	–	22
Reclassement du profit (de la perte) de change sur la dette à long terme dans le bénéfice net				
	(80)	20	(4)	131
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net				
	14	17	29	38
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	(7)	3	(9)	2
	9	(9)	35	13
Autres éléments du résultat global pour la période	(90)	(5)	(21)	74
Résultat global pour la période	310 \$	405 \$	684 \$	819 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités

(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	603 \$	– \$
Débiteurs	1 365	1 574
Autres actifs courants	527	322
Partie courante des instruments dérivés	15	16
	<u>2 510</u>	<u>1 912</u>
Immobilisations corporelles	9 163	9 114
Goodwill	3 280	3 280
Immobilisations incorporelles	2 633	2 721
Placements	1 052	1 107
Instruments dérivés	93	64
Autres actifs à long terme	133	134
Actifs d'impôt différé	38	30
	<u>18 902 \$</u>	<u>18 362 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Avances bancaires	– \$	57 \$
Créditeurs et charges à payer	1 732	2 085
Impôt sur le résultat à payer	135	–
Partie courante des provisions	26	35
Partie courante de la dette à long terme	356	–
Partie courante des instruments dérivés	136	37
Produits non acquis	343	335
	<u>2 728</u>	<u>2 549</u>
Provisions	34	38
Dette à long terme (note 9)	10 530	10 034
Instruments dérivés	382	503
Autres passifs à long terme	250	276
Passifs d'impôt différé	1 483	1 390
	<u>15 407</u>	<u>14 790</u>
Capitaux propres (note 10)	3 495	3 572
	<u>18 902 \$</u>	<u>18 362 \$</u>

Engagements (note 13)

Éventualités (note 14)

Événement postérieur à la date de clôture (note 15)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres non audités

(en millions de dollars canadiens)

Semestre clos le 30 juin 2012

	Action de catégorie A avec droit de vote		Action de catégorie B sans droit de vote		Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions					
	(en milliers)		(en milliers)						
Soldes au 31 décembre 2011	72 \$	112 462	406 \$	412 395	243 \$	2 443 \$	433 \$	(25) \$	3 572 \$
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	-	705	-	-	705
Autres éléments du résultat global									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	-	(56)	-	(56)
Instruments dérivés, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	35	35
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	(56)	35	(21)
Résultat global pour la période	-	-	-	-	-	705	(56)	35	684
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	-	-	(10)	(9 637)	(243)	(97)	-	-	(350)
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(412)	-	-	(412)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	1	25	-	-	-	-	1
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	(9)	(9 612)	(243)	(509)	-	-	(761)
Soldes au 30 juin 2012	72 \$	112 462	397 \$	402 783	- \$	2 639 \$	377 \$	10 \$	3 495 \$

Semestre clos le 30 juin 2011

	Action de catégorie A avec droit de vote		Action de catégorie B sans droit de vote		Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions					
	(en milliers)		(en milliers)						
Soldes au 31 décembre 2010	72 \$	112 462	426 \$	443 072	1 113 \$	1 923 \$	281 \$	(55) \$	3 760 \$
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	-	745	-	-	745
Autres éléments du résultat global									
Régimes de retraite à prestations définies, après impôt	-	-	-	-	-	(8)	-	-	(8)
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	-	69	-	69
Instruments dérivés, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	13	13
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(8)	69	13	74
Résultat global pour la période	-	-	-	-	-	737	69	13	819
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	-	-	(9)	(9 000)	(246)	(30)	-	-	(285)
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(389)	-	-	(389)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	1	36	-	-	-	-	1
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(11)	-	-	(11)
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	(8)	(8 964)	(246)	(430)	-	-	(684)
Soldes au 30 juin 2011	72 \$	112 462	418 \$	434 108	867 \$	2 230 \$	350 \$	(42) \$	3 895 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités opérationnelles				
Bénéfice net	400 \$	410 \$	705 \$	745 \$
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	466	444	929	862
Amortissement des droits de diffusion	27	19	49	42
Charges financières	159	166	319	434
Charge d'impôt sur le résultat exigible	140	134	238	279
Impôt différé	80	22	83	2
Cotisations aux régimes de retraite, déduction faite des charges	(14)	(30)	(18)	(32)
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite	–	11	–	11
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions	(12)	41	(6)	49
Amortissement de la diminution de la dette à long terme découlant de l'évaluation à la juste valeur	–	1	1	1
Quote-part du bénéfice des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	(3)	–	(6)	(3)
Autres	(1)	5	(7)	9
	1 242	1 223	2 287	2 399
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(53)	(213)	(253)	(446)
	1 189	1 010	2 034	1 953
Intérêts payés	(87)	(87)	(332)	(309)
Impôt sur le résultat payé	(23)	(3)	(95)	(6)
	1 079	920	1 607	1 638
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles	(458)	(520)	(907)	(915)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles	(7)	(31)	(102)	(159)
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	–	(28)	–	(532)
Acquisition de droits de diffusion	(3)	–	(21)	(10)
Autres	(8)	(16)	(14)	(19)
	(476)	(595)	(1 044)	(1 635)

Rogers Communications Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités
(Montants des tableaux en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Nature de l'entreprise

Rogers Communications Inc. (« RCI ») est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias, constituée en personne morale au Canada, dont la quasi-totalité des activités et des ventes sont effectuées au Canada. Par l'intermédiaire du secteur Sans-fil (« Sans-fil »), RCI offre des services sans fil de transmission de la voix et de données. Le secteur Cable de la Société comprend les sous-secteurs Activités de Cable et Solutions d'affaires Rogers (« SAR »). Par le truchement d'Activités de Cable, la Société offre, principalement à ses clients résidentiels, des produits et services de télévision, d'Internet haute vitesse et de téléphonie. Le sous-secteur SAR de Cable fournit des services de téléphonie locaux et interurbains, des services améliorés de transmission de la voix et de réseaux de données et des solutions d'accès Internet aux moyennes et grandes entreprises du Canada ainsi qu'aux administrations gouvernementales canadiennes. Par l'intermédiaire de son secteur Media (« Media »), la Société exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion, de téléachat et d'édition de magazines et de revues spécialisées et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif et dans les médias numériques. Aux fins des présentes, RCI et ses filiales sont appelées collectivement la « Société ».

Le siège social de la Société est situé au 333, Bloor Street East, 10^e étage, Toronto (Ontario) M4W 1G9.

Les actions de catégorie A avec droit de vote et les actions de catégorie B sans droit de vote de RCI sont négociées au Canada, à la Bourse de Toronto (« TSX ») et ses actions de catégorie B sans droit de vote sont également négociées à la Bourse de New York (« NYSE »).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de RCI du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012 ont été approuvés par le comité d'audit le 23 juillet 2012.

2. Principales méthodes comptables

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), conformément aux méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

b) Règles de présentation

Les états financiers consolidés non audités englobent les comptes de Rogers Communications Inc. et de ses filiales. En règle générale, les notes incluses dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne reflètent que les changements et transactions importants survenus depuis la fin du dernier exercice de la Société et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent, aux termes des IFRS, être présentées dans les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités, y compris les notes y afférentes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (les « états financiers de 2011 »). Les résultats opérationnels de la Société sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence importante sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles employées pour les états financiers de 2011. Par ailleurs, la Société a adopté la prise de position en comptabilité suivante :

IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*

En octobre 2010, l'IASB a modifié l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (l'« IFRS 7 »). Cette modification accroît la quantité d'informations à fournir afin d'aider les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature du lien conservé par l'entité avec des actifs financiers décomptabilisés ainsi que les risques qui y sont associés. Cette modification s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société depuis le 1^{er} janvier 2012. La Société a évalué l'incidence de cette modification et a déterminé qu'il n'y a eu aucune répercussion sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

3. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels

La direction examine les activités de la Société par secteur d'activité. Ces secteurs d'activité correspondent aux principaux secteurs opérationnels et sont décrits comme suit :

- a) Sans-fil – Ce secteur offre des services de transmission sans fil de la voix et des données destinés à la distribution de détail ainsi qu'aux entreprises.
- b) Cable – Ce secteur offre des services de télévision par câble, de téléphonie par câble et d'accès Internet haute vitesse ainsi que des services de télécommunications à partir des installations de la Société. Il se divise en deux sous-secteurs, à savoir :
 - i) Activités de Cable, qui offre les services de câblodistribution, d'Internet haute vitesse et de Téléphonie résidentielle de Rogers par câble;
 - ii) SAR, qui offre des services de téléphonie locaux et interurbains, des services de transmission améliorée de la voix et des données et des solutions d'accès IP aux entreprises et aux administrations gouvernementales canadiennes; il offre aussi certains de ses services de gros à d'autres entreprises de télécommunications.
- c) Media – Ce secteur exploite les activités de radiodiffusion et de télédiffusion, les activités d'édition de publications d'intérêt général et spécialisées, le service de téléachat et le groupe Rogers Sports Entertainment de la Société.

Les méthodes comptables applicables aux secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 2 traitant des principales méthodes comptables, afférente aux états financiers de 2011. La Société présente les résultats opérationnels sectoriels en fonction du résultat des activités poursuivies avant les frais d'intégration et de restructuration et les coûts d'acquisition, la charge (le recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions, les autres éléments, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les charges financières, les autres produits (charges), la quote-part du bénéfice (de la perte) des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat, conformément aux rapports de gestion internes. Les résultats opérationnels sectoriels ainsi mesurés diffèrent du bénéfice opérationnel dans les comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat non audités. Toutes les activités des secteurs à présenter de la Société sont menées essentiellement au Canada.

Au cours du trimestre, la Société a mené à terme la cessation des activités de Video. Par suite de cette décision, le secteur Cable ne comprend désormais plus les résultats du sous-secteur Video, et celui-ci n'est plus un secteur à présenter. Les résultats des périodes à l'étude et antérieures du secteur Cable présentés ci-dessous ont été retraités pour tenir compte de ce changement (il y a lieu de se reporter à la note 6).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités

L'information par secteur à présenter se détaille comme suit :

	Trimestre clos le 30 juin 2012					Trimestre clos le 30 juin 2011				
	Sans-fil	Cable	Media	Éléments du siège social et éliminations	Totaux consolidés	Sans-fil	Cable	Media	Éléments du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 765 \$	933 \$	440 \$	(32) \$	3 106 \$	1 759 \$	932 \$	437 \$	(31) \$	3 097 \$
Coûts opérationnels*	969	508	361	(8)	1 830	998	514	346	(5)	1 853
	796	425	79	(24)	1 276	761	418	91	(26)	1 244
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition					33					17
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions*					(12)					41
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite*					–					11
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles					466					444
Bénéfice opérationnel					789					731
Charges financières					(159)					(166)
Autres produits, montant net					4					5
Quote-part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat					3					–
Bénéfice des activités poursuivies avant impôt sur le résultat					637 \$					570 \$

*Inclus dans les coûts opérationnels des comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités

	Semestre clos le 30 juin 2012					Semestre clos le 30 juin 2011				
	Sans-fil	Cable	Media	Éléments du siège social et éliminations	Totaux consolidés	Sans-fil	Cable	Media	Éléments du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	3 471 \$	1 845 \$	794 \$	(61) \$	6 049 \$	3 480 \$	1 861 \$	776 \$	(57) \$	6 060 \$
Coûts opérationnels*	1 938	1 024	729	(12)	3 679	1 929	1 035	695	(10)	3 649
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	1 533	821	65	(49)	2 370	1 551	826	81	(47)	2 411
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions*					75					21
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite*					(6)					49
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles					–					11
					929					862
Bénéfice opérationnel					1 372					1 468
Charges financières					(319)					(434)
Autres produits, montant net					9					7
Quote-part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat					6					3
Bénéfice des activités poursuivies avant impôt sur le résultat					1 068 \$					1 044 \$

*Inclus dans les coûts opérationnels des comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat non audités.

La Société applique les mêmes méthodes comptables pour les opérations entre secteurs à présenter et celles faites avec des tiers.

En outre, les activités poursuivies de Cable sont réparties dans les secteurs à présenter ci-après :

	Trimestre clos le 30 juin 2012			Trimestre clos le 30 juin 2011		
	Activités de Cable	Solution d'affaires Rogers	Total pour Cable	Activités de Cable	Solution d'affaires Rogers	Total pour Cable
Produits opérationnels	843 \$	90 \$	933 \$	832 \$	100 \$	932 \$
Coûts opérationnels	440	68	508	435	79	514
	403	22	425	397	21	418

	Semestre clos le 30 juin 2012			Semestre clos le 30 juin 2011		
	Activités de Cable	Solution d'affaires Rogers	Total pour Cable	Activités de Cable	Solution d'affaires Rogers	Total pour Cable
Produits opérationnels	1 668 \$	177 \$	1 845 \$	1 645 \$	216 \$	1 861 \$
Coûts opérationnels	887	137	1 024	866	169	1 035
	781	40	821	779	47	826

4. Coûts opérationnels

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Coût des ventes de matériel	330 \$	345 \$	657 \$	653 \$
Marchandise destinée à la revente	39	39	83	80
Autres achats externes	1 010	1 026	2 065	2 081
Salaires et avantages du personnel	439	484	868	884
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite	–	11	–	11
	1 818 \$	1 905 \$	3 673 \$	3 709 \$

5. Charges financières

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Intérêts sur la dette à long terme	171 \$	167 \$	338 \$	332 \$
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	99
Perte (profit) de change	7	(2)	1	(11)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(12)	6	(5)	20
Intérêts inscrits à l'actif	(9)	(7)	(19)	(10)
Amortissement des coûts de transaction différés	2	2	4	4
	159 \$	166 \$	319 \$	434 \$

6. Activités abandonnées

Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Société a mis fin aux activités du sous-secteur Video qui n'existe plus. Le deuxième trimestre de 2012 est la dernière période pour laquelle des activités auront été comptabilisées. Ainsi, les résultats opérationnels du sous-secteur Video ont été présentés en tant qu'activités abandonnées. Depuis juin 2012, les magasins Rogers n'offrent plus de services de location ou de vente de jeux vidéo et de films. Ces magasins Rogers continuent de répondre aux besoins de la clientèle en matière de services sans fil et de câble.

La perte découlant des activités abandonnées se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Produits opérationnels	7 \$	18 \$	18 \$	42 \$
Coûts opérationnels	16	20	30	51
	(9)	(2)	(12)	(9)
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	8	2	30	9
Perte, avant impôt sur le résultat	(17)	(4)	(42)	(18)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(4)	(1)	(10)	(5)
Perte découlant des activités abandonnées	(13) \$	(3) \$	(32) \$	(13) \$

Le sous-secteur Video ne comptait aucun actif ou passif important au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2012. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de l'ancien sous-secteur Video pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012 se sont chiffrés respectivement à 7 millions de dollars et à 2 millions de dollars ((1) million de dollars et néant en 2011). Pour les trimestres et semestres clos les 30 juin 2012 et 2011, il n'y a eu aucun flux de trésorerie lié aux activités d'investissement ou de financement pour le sous-secteur Video.

7. Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition

Pendant le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012, la Société a engagé des frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition respectifs de 33 millions de dollars et de 75 millions de dollars relativement aux indemnités de départ découlant de la restructuration ciblée de son effectif.

L'augmentation des passifs liés aux activités d'intégration, de restructuration et d'acquisition et les paiements faits à l'égard de ces passifs au cours de 2012 sont les suivants :

	Au 31 décembre 2011	Entrées	Paiements	Au 30 juin 2012
Indemnités de départ relatives à la restructuration ciblée de l'effectif de la Société	46 \$	75 \$	(38) \$	83 \$
Coûts de transaction liés à l'acquisition et intégration d'entreprises acquises	2	-	-	2
	48 \$	75 \$	(38) \$	85 \$

Le paiement du passif résiduel de 85 millions de dollars au 30 juin 2012, qui est compris dans les crédateurs et les charges à payer, est prévu au cours des exercices 2012 et 2013.

8. Bénéfice par action

Le tableau qui suit présente le calcul du bénéfice de base et du bénéfice dilué par action pour les trimestres et semestres clos les 30 juin 2012 et 2011.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Numérateur				
Bénéfice net des activités poursuivies pour la période	413 \$	413 \$	737 \$	758 \$
Perte découlant des activités abandonnées	(13)	(3)	(32)	(13)
Bénéfice net pour la période	400 \$	410 \$	705 \$	745 \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	521	547	523	550
Incidence des titres ayant un effet dilutif				
Options sur actions des membres du personnel	3	3	3	4
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	524	550	526	554
Bénéfice de base par action				
Bénéfice par action des activités poursuivies	0,79 \$	0,76 \$	1,41 \$	1,38 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	(0,02)	(0,01)	(0,06)	(0,03)
Bénéfice par action	0,77 \$	0,75 \$	1,35 \$	1,35 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice par action des activités poursuivies	0,77 \$	0,75 \$	1,38 \$	1,37 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	(0,02)	(0,01)	(0,06)	(0,03)
Bénéfice par action	0,75 \$	0,74 \$	1,32 \$	1,34 \$

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012, il a été établi que la comptabilisation des paiements fondés sur des actions non réglés aux termes de la méthode de règlement en capitaux propres de la rémunération fondée sur des actions était plus dilutive que la comptabilisation aux termes de la méthode de règlement en trésorerie. Par conséquent, le bénéfice net pour la période a été diminué respectivement de 12 millions de dollars et de 13 millions de dollars (néant en 2011) dans le calcul du bénéfice dilué par action afin de comptabiliser ces attributions comme si elles étaient réglées en capitaux propres.

Le total d'options anti-dilutives qui étaient hors du cours et, par conséquent, exclues du calcul pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012 se chiffrait respectivement à 1 900 133 et à 1 743 610 (1 581 956 et 1 633 288 en 2011).

9. Dette à long terme

	Date d'échéance	Montant en capital	Taux d'intérêt	30 juin 2012	31 décembre 2011
Facilité de crédit bancaire			Flottant	– \$	250 \$
Billets de premier rang**	2013	350 US	6,25 %	356	356
Billets de premier rang*	2014	750 US	6,375 %	764	763
Billets de premier rang**	2014	350 US	5,50 %	356	356
Billets de premier rang*	2015	550 US	7,50 %	560	559
Billets de premier rang**	2015	280 US	6,75 %	285	285
Billets de premier rang	2016	1 000	5,80 %	1 000	1 000
Billets de premier rang	2017	500	3,00 %	500	–
Billets de premier rang	2018	1 400 US	6,80 %	1 425	1 424
Billets de premier rang	2019	500	5,38 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900	4,70 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,34 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,00 %	600	–
Déventures de premier rang**	2032	200 US	8,75 %	204	203
Billets de premier rang	2038	350 US	7,50 %	356	356
Billets de premier rang	2039	500	6,68 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,11 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,56 %	400	400
				10 956	10 102
Diminution liée à la juste valeur et découlant de la méthode de l'acquisition				(2)	(4)
Coûts de transaction différés				(68)	(64)
Moins la partie courante				(356)	–
				10 530 \$	10 034 \$

* Correspond aux billets de premier rang émis à l'origine par Rogers Wireless Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels Rogers Communications Partnership (« RCP ») est un codébiteur non garanti.

** Correspond aux billets et aux déventures de premier rang émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels RCP est un garant ordinaire.

a) Émission de billets de premier rang

Le 4 juin 2012, la Société a émis des billets de premier rang à 3,00 % de 500 millions de dollars, échéant le 6 juin 2017 et des billets de premier rang à 4,00 % de 600 millions de dollars, échéant le 6 juin 2022. Les billets sont remboursables en tout temps, en totalité ou en partie, au gré de la Société, sous réserve d'une prime de remboursement anticipé. Le produit net du placement s'est établi à environ 1 091 millions de dollars, déduction faite de l'escompte d'émission initial et des frais d'émission de titres d'emprunt.

Des frais d'émission de titres d'emprunt de 9 millions de dollars liés à ces billets ont été engagés au cours du trimestre clos le 30 juin 2012, dont la totalité était incluse à titre de coûts de transaction différés dans la valeur comptable de la dette à long terme et amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

10. Capitaux propres

a) Dividendes

En février 2012, le conseil d'administration de la Société a approuvé une augmentation du dividende annualisé qui est passé de 1,42 \$ à 1,58 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote, augmentation qui est entrée en vigueur immédiatement et dont le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,395 \$ par action. Ce dividende trimestriel ne sera payable qu'après avoir été déclaré par le conseil d'administration et au moment choisi par lui et rien ne donne droit à un dividende avant qu'il ne soit déclaré.

Par ailleurs, en février 2012, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,395 \$ par action pour chacune de ses actions de catégorie A avec droit de vote et de ses actions de catégorie B sans droit de vote en circulation, et ce dividende a été versé le 2 avril 2012 aux actionnaires inscrits le 19 mars 2012. Il s'agit du premier dividende trimestriel reflétant le nouveau dividende annualisé bonifié au montant de 1,58 \$ par action.

Le 25 avril 2012, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,395 \$ par action, lequel a été versé le 3 juillet 2012 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2012.

b) Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2012, la TSX a accepté un avis déposé par la Société l'informant de son intention de renouveler pour une période de un an son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique ») visant ses actions de catégorie B sans droit de vote. L'avis de la TSX prévoit que la Société peut, au cours de la période de douze mois commençant le 24 février 2012 et se terminant le 23 février 2013, acheter, par l'intermédiaire de la TSX, de la NYSE ou d'un autre système de négociation, jusqu'à 36,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote, soit environ 10 % des actions de catégorie B sans droit de vote alors émises et en circulation, ou le nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique pour un prix de rachat total de 1,0 milliard de dollars, selon le moins élevé de ces nombres. La Société déterminera le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote rachetées, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats en tenant compte des conditions du marché, du cours des actions, de sa situation de trésorerie et d'autres facteurs.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2012, la Société a racheté aux fins d'annulation 9 637 230 actions de catégorie B sans droit de vote à un prix de rachat total de 350 millions de dollars, ce qui a entraîné des réductions du capital déclaré, de la prime d'émission et des résultats non distribués, respectivement de 10 millions de dollars, de 243 millions de dollars et de 97 millions de dollars. Tous ces achats ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX.

11. Rémunération fondée sur des actions

Le tableau qui suit présente un résumé de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions qui est incluse dans les coûts opérationnels.

	Trimestres clos les		Semestres clos	
	30 juin		les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Options sur actions	(16) \$	24 \$	(18) \$	27 \$
Unités d'actions de négociation restreinte	4	9	11	14
Unités d'actions différées	–	8	1	8
	(12) \$	41 \$	(6) \$	49 \$

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012, la Société a attribué aux membres du personnel 62 259 et 1 369 551 options sur actions (14 800 et 1 133 600 en 2011), y compris 62 259 et 563 451 options sur actions (14 800 et 552 300 en 2011) et néant et 806 100 options sur actions liées à la performance (néant et 581 300 en 2011). Au 30 juin 2012, 10 108 755 options sur actions étaient en circulation (10 689 099 au 31 décembre 2011).

Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions attribuées au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012 s'est établi respectivement à 35,93 \$ et à 37,87 \$ par action (37,08 \$ et 34,35 \$ en 2011). La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012 s'est établie respectivement à 5,98 \$ et à 7,54 \$ l'action (7,58 \$ et 7,24 \$ en 2011). Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions exercées au cours du trimestre clos et du semestre clos le 30 juin 2012 s'est établi respectivement à 18,13 \$ et à 15,67 \$ l'action (17,12 \$ et 17,60 \$ en 2011).

Par ailleurs, au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012, la Société a émis 32 719 et 776 119 unités d'actions de négociation restreinte (34 465 et 737 788 en 2011) en faveur des membres de son personnel, y compris 27 393 et 614 188 unités d'actions de négociation restreinte (31 043 et 581 330 en 2011) et 5 326 et 161 931 unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance (3 422 et 156 458 en 2011), respectivement. Au 30 juin 2012, 2 290 884 unités d'actions de négociation restreinte étaient en circulation (1 988 955 au 31 décembre 2011). Les droits à ces unités d'actions de négociation restreinte deviennent acquis à la fin de la troisième année suivant la date d'attribution.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012, 11 millions de dollars et 56 millions de dollars (14 millions de dollars et 24 millions de dollars en 2011), respectivement, ont été versés aux porteurs lors de l'exercice d'unités d'actions de négociation restreinte, d'unités d'actions différées et d'options sur actions, selon le mécanisme de règlement en trésorerie.

12. Transactions entre parties liées

La Société a conclu certaines transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent à son conseil d'administration. Pendant le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012, les montants payés par la Société à ces parties liées, directement ou indirectement, ont totalisé, respectivement, 10 millions de dollars et 20 millions de dollars (10 millions de dollars et 18 millions de dollars en 2011). Ces paiements étaient destinés aux services juridiques, aux services d'impression et aux commissions versées sur les primes d'assurance.

La Société a conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle ultime et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versées à celles-ci pendant les trimestres et semestres clos les 30 juin 2012 et 2011 ont été respectivement inférieurs à 1 million de dollars.

Ces transactions sont inscrites à la contrepartie convenue par les parties liées, et elles sont examinées par le comité d'audit.

13. Engagements

En juin 2012, la Société a signé une convention d'achat de téléphones sans fil qui prévoit un engagement minimal et qui constitue une partie importante des ventes courantes et projetées de téléphones sur une période de trois ans.

14. Éventualités

En août 2004, une poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan a été entreprise contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système perçus par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement des frais d'accès au système déboursés. En septembre 2007, la Cour de Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale. L'option d'adhésion du recours a été confirmée ultérieurement par la Cour d'appel de la Saskatchewan. Selon un tel recours, les clients concernés à l'extérieur de la Saskatchewan doivent suivre des étapes précises pour participer à la poursuite. En février 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans ses contrats de services sans fil a été acceptée et la Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En août 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. La Cour a ordonné la suspension conditionnelle de cette deuxième poursuite en décembre 2009, sous le motif d'abus de procédure.

La Société a porté en appel la décision de certification prise en 2007. Cette cause a été rejetée par la Cour d'appel de la Saskatchewan et l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême a été rejetée en juin 2012. Ce litige fera donc l'objet d'un procès. Les avocats des demandeurs ont soutenu publiquement qu'il s'agissait d'une action de 19 milliards de dollars pour l'ensemble de l'industrie au Canada. La Société n'a pas comptabilisé de passif éventuel puisque la direction a évalué que la probabilité et le montant de toute perte éventuelle ne peuvent être établis de manière raisonnable. Si la résolution ultime de cette poursuite donne lieu à un passif, cela pourrait entraîner un ajustement important de sa situation financière et de ses résultats opérationnels.

En décembre 2011, une poursuite en vertu de la *Class Proceedings Act* (Colombie-Britannique) a été entreprise contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système perçus par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. La procédure comporte notamment des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* (Colombie-Britannique). Les demandeurs exigent des dommages indéterminés et la restitution. Tout passif éventuel ne peut encore être déterminé.

15. Événement postérieur à la date de clôture

Après la clôture du trimestre, en juillet 2012, la Société a mené à bien la négociation et la documentation auprès d'un consortium d'institutions financières d'une nouvelle facilité de crédit bancaire de 2,0 milliards de dollars de cinq ans échéant en juillet 2017. Cette nouvelle facilité bancaire remplace la facilité de crédit bancaire précédente de la Société d'un montant de 2,4 milliards de dollars dont l'échéance était prévue en juillet 2013.